

UNIVERSITE POPULAIRE DE TOULOUSE

***Pourquoi le Marxisme au XXI<sup>e</sup> siècle ?  
Économie, philosophie et politique marxistes :  
introduction à leur actualité***

M. F. TOUATI & E. BAROT

***Bref préambule :  
signification & visée générales du cycle***

« Ce qui manque aux masses, c'est un éclaircissement général, la théorie, qui nous donne la possibilité de systématiser la matière et d'en forger une arme mortelle contre nos adversaires. »

*Discours sur la question de l'Ecole du parti, 1908*

« [...] un institut de formation pour des prolétaires engagés dans la lutte des classes doit considérer comme sa tâche principale la formation à une pensée systématique et indépendante, et non l'ingurgitation mécanique d'une somme de savoir positif ».

*Ecole du syndicat et Ecole du parti, 1911*

ROSA LUXEMBOURG<sup>1</sup>

Le but de cycle de formation (formation *militante*) est, dans l'esprit de cette éducation révolutionnaire pour laquelle R. Luxembour, parmi d'autres, a œuvré, de faire partager l'importance de l'unité de la théorie et de la pratique de la critique de la société capitaliste, en revenant à un certain nombre d'éléments « fondamentaux » du marxisme afin d'en faire à nouveau l'instrument de lutte et d'organisation militantes qu'il a été par le passé, et peut encore être aujourd'hui. Nous ajoutons : et qu'il *doit* être, au vu des besoins de cadres théoriques forts autant que renouvelés dans le contexte de marasme profond et de conflictualité permanente et croissante d'une société qui est *toujours la société capitaliste*.

Par « **marxisme** » entendons d'abord le corpus théorique et l'héritage pratique associés aux noms de Marx et Engels, mais aussi, ensuite, la diversité des traditions et courants qui se sont rattachés à eux par la suite, ou constitués et développés dans leur prolongement. Sans prosélytisme ou esprit de chapelle, on défendra certains courants plus que d'autres, certains théoriciens plus que d'autres, tout simplement parce *tous ne se valent pas*, et qu'en ces

---

<sup>1</sup> R. LUXEMBOURG, *A l'école du socialisme*, Œuvres Complètes tome II, Toulouse-Marseille, Smolny-Agone, 2012, p. 26 et 29 respectivement pour les deux extraits. Cf. <http://www.collectif-smolny.org/> pour plus de détails.

matières il est impossible d'être « neutre » ou « objectif » ou « détaché » et n'avoir aucun *engagement*.

La question « **pourquoi** » doit être entendue en deux sens. (1) Le but des séances sera de montrer, par les exposés et les débats, à quel point les concepts et approches de Marx et Engels, mais aussi de leurs continuateurs, permettent de *comprendre* la réalité d'aujourd'hui, pas seulement en général, mais aussi dans le *détail*. L'approche marxiste est une approche exigeante à tout point de vue : au plan de l'analyse, elle part du principe que *les faits ne parlent pas d'eux-mêmes*, que si « l'essence » (les lois fondamentales) et le « phénomène » (la façon dont la société nous apparaît) du capitalisme étaient identiques, alors il n'y aurait pas de besoin de science, il n'y aurait pas besoin de décryptage ce qui se passe chaque jour. (2) Mais « pourquoi », c'est aussi « **pour quoi** », *dans quel but*. Le « marxisme » n'est pas mort avec l'URSS : au contraire. Après un désert théorique depuis un quart de siècle, dû entre autres aux effets dévastateurs de la contre-révolution stalinienne, les « retours » à Marx depuis les années 2000 – bien qu'ils soient loin de se valoir tous et d'être également féconds – montrent qu'à son nom sont encore associées des ressources théoriques et des expériences, celles du mouvement ouvrier tout particulièrement, dont on est loin d'avoir tiré toutes les leçons. *Pour quoi, alors* : pour alimenter, en ce **XXI<sup>ème</sup> siècle** qui ne brille déjà pas par ses perspectives radieuses, par la théorie et l'analyse, les moyens des exploités et opprimés de faire bloc collectivement et de façon organisée contre les mécanismes économiques, sociaux, politiques, idéologiques, culturels, destructeurs qui sévissent dans la société. Notre objectif est de contribuer, certes modestement, mais résolument à cette nécessité de faire bloc ensemble : non pas pour gagner une élection, mais pour, petit à petit, rebâtir les bases d'une autre société qui ne naîtra jamais d'elle-même, mais aux prix de luttes féroces et de résistances acharnées. Telle est le sens le plus général du terme « révolution communiste » que l'on associe ici organiquement à « marxisme » : une visée politique collective de *réappropriation* par les prolétaires des structures économiques, sociales et politiques existantes, en vue de l'institution d'autres structures à ces différents niveaux de l'existence collective.

« **Économie, philosophie et politique marxistes** » : pourquoi cette tripartition ? Parce que Marx a été autant un théoricien majeur de la science économique, qu'il n'est intervenu de façon corrosive dans le champ de la philosophie, et qu'il a été un journaliste, un organisateur militant et un co-fondateur de la première Internationale des travailleurs. L'idée est de ne pas confiner Marx dans aucune « discipline », en faire un « auteur » de la « science économique », ou un auteur pour philosophes universitaires, ou simplement un personnage historique ou un homme d'action parmi d'autres. Raison pour laquelle c'est sur ces trois « angles d'attaque » que notre propos portera en permanence, et pour laquelle la première séance va porter sur ce qui a été appelé, dans prolongement du *Ludwig Feuerbach ou la fin de la philosophie allemande* d'Engels en 1888, et notamment dans par Lénine dans son texte de 1913 rédigé à l'occasion du 30<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Marx, « Les trois sources et les trois parties constitutive du marxisme ».

*La « théorie » ne saurait sans grave préjudice être considérée comme l'apanage d'« intellectuels » gardiens du dogme, commentateurs autorisés de textes sacrés. La théorie aussi, quand elle s'empare des masses, devient une force matérielle, disait le jeune Marx. C'est à cela que ce cycle entend contribuer.*

***REMARQUE** : le texte ci-dessous est la version de base de l'exposé de la séance. Il n'intègre pas les nombreux échanges qui se sont tenus ensuite, portant sur des questions très variées, au cours de la discussion.*

*La visée synthétique du texte conduit à beaucoup de remarques schématiques ou rapides, et la présentation proposée n'est pas exhaustive. A l'écrit comme oralement, c'est une invitation à la lecture par soi-même, autant que possible, des textes. Elle ne cherche aucunement, bien au contraire, à s'y substituer.*

## **Les « 3 sources » du marxisme & la nature révolutionnaire de la critique de l'économie politique**

### **Introduction : position du problème**

Dans un cycle consacré au marxisme au XXI<sup>ème</sup> siècle, quel sens y a-t-il à commencer par la question des trois sources, question bien ancienne qui ne semble présenter – à première vue – qu'un intérêt « documentaire » ? En effet, une telle question – qui nous renvoie, notamment, à Engels, Kautsky et Lénine – nous replonge en particulier dans les préoccupations qui étaient celles de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> : voilà qui ne fait pas très actuel. Et pourtant, c'est bien par cette question que nous pensons qu'il faut commencer, non pas par goût de l'érudition, mais en tant que s'y joue la/une définition du marxisme. Pourquoi ? D'abord, en raison des articulations profondes de ces trois sources dont le marxisme n'est pas la simple somme ; ensuite, parce que ces articulations sont justement l'objet de désarticulations, aujourd'hui comme hier ; enfin, parce que les enjeux de cette question sont toujours actuels. S'attacher à l'analyse des trois sources, en saisir les articulations et les tenir ensemble, c'est définir ce qu'on entend par marxisme. Revenir aux trois sources, c'est enfin et surtout revenir à ce que Marx et Engels posent eux-mêmes très tôt – avec un internationalisme déjà manifeste. Engels écrit ainsi dès 1843 :

3

« Il serait souhaitable que ces trois nations — l'Angleterre, la France et l'Allemagne — s'entendent entre elles pour établir en quoi elles concordent ou sont en désaccord, car il doit bien y avoir des points de vue différents, puisque la doctrine du communisme vient d'une source différente dans chacun de ces trois pays.

Les Anglais parvinrent à ce résultat d'une manière pratique [économique] à la suite de l'accroissement rapide de la misère, de la désagrégation des mœurs et du paupérisme dans leur pays ; les Français de manière politique, du fait qu'ils exigèrent les premiers la liberté et l'égalité politiques, la revendication de la liberté et de l'égalité sociales ; les Allemands vinrent au communisme par la philosophie, en tirant les conclusions à partir de ces premiers principes...

Il faut que les ouvriers de ces trois pays apprennent à se connaître. Si ce premier pas est fait, je suis persuadé que, de tout cœur, ils souhaiteront tous le succès de leurs frères communistes de l'étranger. »<sup>2</sup>

<sup>2</sup> F. ENGELS, *The New Moral World*, 4 novembre 1843, in: F. ENGELS et K. MARX, *Le parti de classe*, éd. R. Dangeville, tome 1 (sur 4), Paris, Maspero, 1973, p. 91.

C'est bien ce qui se dégage de la confrontation des deux textes de Kautsky (1908/1933) et Lénine (1913) consacrées aux trois sources<sup>3</sup>. Il ne s'agit pas ici de les utiliser l'un contre l'autre et/ou de les renvoyer dos à dos : l'intérêt de cette confrontation réside, notamment, dans la mise en évidence des lignes stratégiques et tactiques qui traversent leurs analyses respectives des trois sources et leurs implications théorico-pratiques. Autrement dit, cette confrontation montre clairement que l'analyse des trois sources est de part en part politique. En retour, elle montre également que l'absence de traitement explicite de cette question aujourd'hui, absence qui ne parvient pas à masquer des positionnements implicites au travers de silences, de minimisations, d'exclusions, de déplacements, etc., est, de la même manière, de part en part politique.

Si Kautsky comme Lénine parlent bien des trois sources, le premier rappelant qu'il n'y a « Rien de plus erroné que de considérer le marxisme comme purement allemand. Il fut, dès son début, international » et que le marxisme consiste en une synthèse « où chacune [des trois sources] a perdu son aspect unilatéral », le second précisant que ces trois sources sont « trois parties constitutives du marxisme » et que Marx est « le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIXe siècle : la philosophie allemande, l'économie politique et le socialisme français », *les différences d'accent sont néanmoins majeures* : là où Kautsky insiste sur les lois de l'évolution sociale révélées par l'étude de l'économie politique, Lénine insiste sur la *critique* de l'économie politique ; là où Kautsky insiste davantage sur le volontarisme extrémiste des socialistes français et leur phraséologie, Lénine pointe leur utopisme ; là où Lénine parle de la dialectique, Kautsky la passe sous silence. Si tous deux parlent bien de matérialisme historique, Kautsky le ramène au déterminisme, Lénine à la force révolutionnaire du prolétariat ; si tous deux parlent bien de lutte des classes, l'un prône la conquête du pouvoir, l'autre la révolution ; si tous deux insistent sur le rôle d'une organisation prolétarienne, l'un vise la réforme, l'autre la conçoit comme une organisation révolutionnaire. Si tous deux parlent du rôle des « ouvriers les plus conscients », aucun ne précise le sens de cette formule (qui provient du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels) et ses ambiguïtés politiques ; si tous deux parlent bien de révolution, Kautsky parle davantage de catastrophe. Si tous deux se réclament du marxisme, l'un est socialiste, l'autre est communiste.

Et, que cette analyse des trois sources ait des enjeux majeurs, c'est bien ce que montre Kautsky en ajoutant, en 1933, ce paragraphe :

« Aujourd'hui encore l'opposition si profonde entre communistes et social-démocrates n'est pas théorique, mais pratique. Pour cette raison, nous n'en parlerons, ici, pas plus longtemps. Cette opposition est une opposition tactique et d'organisation, et non pas l'opposition du marxisme et de l'anti-marxisme, mais au contraire celle de la démocratie et de la dictature. A ce sujet, nous pouvons, nous, social-démocrates, pleinement nous en référer à Marx, qui intervient dans les questions du parti et des syndicats en faveur de la démocratie la plus complète et dans celle de l'Etat en faveur de la république démocratique »+<sup>4</sup>.

L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de l'appréciation de la révolution russe. Mais cet enjeu considérable ne doit pas en cacher un autre : qu'est-ce qu'une opposition pratique qui ne serait pas, du même geste, une opposition théorique ? Cela, le socialisme d'hier, comme celui d'aujourd'hui, préfère ne pas trop s'y pencher tout en continuant, contre Marx, à séparer

---

<sup>3</sup> K. KAUTSKY, *Les trois sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx* (1908 ; repris en 1933), Paris, Spartacus, 1969. LENINE, *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme* (1913), in : *Œuvres Complètes*, t. 19, Paris/Moscou, Editions sociales/Editions du progrès, 1967. A ce texte, il faut ajouter l'article de 1915 paru dans le Dictionnaire encyclopédie Granat : *Karl Marx*, in : *Œuvres complètes*, t. 21, 1973. Tout cela présuppose le texte d'Engels de 1886/88 : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, trad. E. Bottigelli, Paris, Editions sociales, « classiques du marxisme – édition bilingue », 1979. Liste loin d'être exhaustive, évidemment.

<sup>4</sup> K. KAUTSKY, p. 37.

théorie et pratique et à se réclamer d'un marxisme expurgé, au nom de la sainte opposition démocratie/dictature, de la révolution, de la dictature du prolétariat et de la dialectique. Autrement dit, la minimisation de la différence théorique sur fond de séparation de la théorie et de la pratique, l'appel à la démocratie et la posture marxiste, tout cela va de pair avec l'abandon d'une quelconque stratégie révolutionnaire. Démocratie contre dictature, plus tard socialisme contre barbarie, les liquidateurs ne manquent pas de ressources. Que marxisme et dictature du prolétariat ne soient pas séparables, il n'y a qu'à lire Marx pour le constater. Et, sur cette question, il est évidemment difficile de ne pas penser à Lénine et ce passage de *L'Etat et la révolution* : « Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat* »<sup>5</sup>.

Beaucoup de l'anti-marxisme et du révisionnisme marxiste tient à l'opposition entre dictature du prolétariat et démocratie. Et pourtant, cette opposition ne tient pas, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de réelles et profondes tensions et lignes de fracture au sein même du marxisme à ce sujet. Autrement dit, montrer que l'opposition de Kautsky et tant d'autres est fictive et stratégique, la disqualifier, ce n'est pas nier la réalité et la profondeur du problème, c'est au contraire se donner les moyens de le poser concrètement. Ne pas reconnaître ce problème, ne pas l'affronter, c'est peu ou prou faire de l'expérience soviétique, notamment, le modèle indépassable que les thermidorien et les liquidateurs ont en partage. Il importe donc de bien voir la stratégie à l'œuvre derrière l'appel angélique à la démocratie, de même qu'il importe de bien voir que se contenter d'en appeler à la dictature du prolétariat ne résout pas le problème. D'autres voies sont possibles, qui n'abandonnent rien, ne transigent sur rien, ne trahissent rien. C'est, par exemple, le lieu de la critique bolchévique du bolchévisme que nous trouvons chez Luxemburg :

« L'erreur fondamentale de la théorie de Lénine-Trotsky est que précisément ils opposent, tout comme Kautsky, la dictature à la démocratie. "Dictature *ou* démocratie", c'est en ces termes que se pose la question pour les bolchéviks et pour Kautsky. Ce dernier se prononce bien entendu pour la démocratie, la démocratie *bourgeoise* puisque précisément elle constitue pour lui l'alternative au bouleversement socialiste. Lénine-Trotsky se prononcent en revanche pour la dictature en opposition à la démocratie, et ainsi pour la dictature d'une poignée de gens, c'est-à-dire pour une dictature sur le modèle bourgeois. Ce sont là deux pôles opposés aussi éloignés l'un que l'autre de la politique socialiste authentique »<sup>6</sup>.

Nous aurons l'occasion d'y revenir tout au long du cycle. Il s'agissait seulement de montrer pour l'heure que ces questions sont directement liées à celle des trois sources, donc qu'il faut commencer par l'analyse de celles-ci.

<sup>5</sup> LENINE, « *L'Etat et la révolution* », *Œuvres Complètes*, t. 25, 1971, p. 445.

<sup>6</sup> LUXEMBURG, « La Révolution russe » (1918), in : *Œuvres*, 2, trad. C. Weill, Paris, Maspero, 1969, p. 87. Et la suite laisse encore moins planer de doutes :

« La tâche historique du prolétariat lorsqu'il prend le pouvoir est de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie socialiste et non pas de supprimer toute démocratie. La démocratie socialiste ne commence pas seulement en terre promise, lorsque l'infrastructure de l'économie socialiste est créée, ce n'est pas un cadeau de Noël tout prêt pour le gentil peuple qui a bien voulu, entre temps, soutenir fidèlement une poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de l'hégémonie de classe et la construction du socialisme. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature réside dans le *mode d'application de la démocratie* et non dans sa suppression, en empiétant avec énergie et résolution sur les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise ; sans cela, on ne peut réaliser la transformation socialiste. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la *classe*, et non pas d'une petite minorité qui dirige au nom de la classe, c'est-à-dire qu'elle doit être l'émanation fidèle et progressive de la participation active des masses, elle doit subir constamment leur influence directe, être soumise au contrôle de l'opinion publique dans son ensemble, émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires.

C'est ainsi que les bolcheviks auraient agi jusqu'à présent s'ils ne subissaient pas l'effroyable pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande et de toutes les énormes qui s'y rattachent et qui sont de nature à corrompre n'importe quelle politique socialiste, fût-elle pleine des meilleures intentions et des plus beaux principes » (*Ibid.*, p. 88).

## I. La « source » « *Economie politique* »

Rosa Luxembour, dans son *Introduction à l'économie politique* élaborée de 1907 à 1913, la formulait ainsi :

« Les classiques français et anglais de l'économie politique avaient découvert les lois selon lesquelles l'économie capitaliste vit et se développe ; un demi-siècle plus tard, Marx reprit leur œuvre exactement là où ils l'avaient arrêté. Il découvrit à son tour que les lois de l'ordre économique contemporain travaillaient à la propre perte de cet ordre économique en menaçant de plus en plus l'existence de la société par le développement de l'anarchie et par un enchaînement de catastrophes économiques et politiques. »<sup>7</sup>

C'est en ce sens que Marx qualifia son entreprise de « critique de l'économie politique », entre philosophie allemande (Hegel, Feuerbach), science économique, et prospective socialiste-communiste révolutionnaire. Et pour savoir ce que « critique de l'économie politique » signifie, il faut naturellement commencer par tirer le portrait à cette « économie politique » même.

### 1. Trajets de la formule, élaboration de la « science »

La formule d'« économie politique » apparaît chez Antoine de Montchrestien (1575-1621), écrivain et économiste français qui l'utilise dans son *Traicté de l'Æconomie Politique* en 1615. Il s'oppose à la vision issue d'Aristote, qui, croisée avec le christianisme, domine jusqu'à la fin du moyen-âge, selon laquelle la vie éthique et politique est indépendante de et supérieure à la vie consacrée à la production (l'économique étant réduite à sa dimension domestique de science de la famille). Ce refus de l'indépendance proclamée entre économie et politique ouvre à une vision comparant les sciences de la production et de l'acquisition des biens respectives des familles et des Etats, et fait du *travail* l'une des sources majeures de la richesse.

En 1795 la chaire d'économie politique est créée par la Convention à l'Ecole Normale. De l'autre côté de la Manche, la fondation du *Political Economy Club* de Londres a lieu en 1821 (dont furent membres l'essentiel des économistes politiques anglais de l'époque). En 1877 s'effectuera la généralisation des chaires d'économie politique à toutes les facultés de droit en France.

De quoi traite l'économie politique ? Prenons cette définition de 1877, époque où l'économie politique a largement atteint sa maturité, donnée par Charles Gide (1847-1932), représentant de l'économie « sociale » et d'un humanisme-christianisme social qui tenta une synthèse des différentes doctrines du domaine dans ses *Principes d'économie politique*, et participa à la création en 1887 de la *Revue d'économie politique*. C'est

« l'étude de la production économique, l'offre et la demande de biens et services et leurs relations avec les lois et coutumes; le gouvernement, la distribution des richesses et la richesse des nations incluant le budget ».

Certes, cela *décrit* un certain nombre de phénomènes immédiatement perceptibles. Mais c'est une vision purement *factuelle*, qui *n'explique* rien et présuppose comme s'ils allaient des cadres conceptuels qui sont tout sauf neutres. Epinglant toutes les oppositions et l'absence de définition univoque (dès lors que la pure description est considérée comme insuffisante) de la formule, R. Luxembour dit ainsi :

<sup>7</sup> R. LUXEMBOURG, *Introduction à l'économie politique*, 1907-1913, Œuvres Complètes, tome I, Toulouse-Marseille, Smolny-Agone, 2009, I, « Qu'est-ce que l'économie politique ? », p. 104.

« L'économie politique est une science remarquable. Les difficultés et les désaccords y commencent dès le premier pas, dès qu'on se pose cette question très élémentaire : Quel est au juste l'objet de cette science ? Le simple ouvrier, qui n'a qu'une idée tout à fait vague de ce que l'économie politique enseigne, attribuera son incertitude à l'insuffisance de sa propre culture générale. En l'occurrence, cependant il partage en un sens son infortune avec beaucoup de savants et d'intellectuels qui écrivent de volumineux ouvrages et donnent dans des universités des cours à la jeunesse étudiante sur l'économie politique. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est pourtant un fait que la plupart des spécialistes d'économie politique n'ont qu'une notion très confuse du véritable objet de leur savoir. »<sup>8</sup>

Considérons donc brièvement ce qui se loge derrière cette formule qui baptise un problème plutôt qu'elle ne le résout.

## **2. Contexte historique, démarche d'ensemble et thèses fondamentales**

Rappelons les principaux éléments suivants. Les 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles voient émerger le concept de *liberté individuelle* dans une Europe qui commence à s'industrialiser et à généraliser les échanges marchands, dans un contexte d'affaiblissement différentiel du féodalisme et des monarchies (révolution anglaise au 17<sup>e</sup>). Naissance d'un paradigme culturel et philosophique de type *libéral*, militant pour une diminution du rôle de l'Etat et des pouvoirs du Prince (notamment contre l'absolutisme monarchiste) et une défense de la liberté d'opinion – liberté d'échanger des idées... autant que des richesses. Ce qu'on appelle l'économie politique « classique » désigne traditionnellement un regroupement de théoriciens sur la période 1776-1848, de la *Richesse des nations* (1776) aux *Principes de l'économie politique* de J. S. Mill (1806-1873) (1848) qui prend d'une part son essor en Angleterre, pays où la révolution industrielle est en marche plus intensément qu'ailleurs. Pour l'essentiel, ce sont Smith, Ricardo et Mill, et Thomas Malthus (1766-1834, qui publie en 1798 son *Essai sur le principe de population*) qui, malgré les divergences entre ce dernier et les autres, qui représentent le *courant libéral anglais*.

D'autre part, à celui-ci s'adjoint le *courant libéral français*, qui a les physiocrates (Quesnay, Turgot) comme source principale, et J.-B. Say comme représentant majeur (puis Bastiat), militant pour l'économie de marché, la concurrence, contre le protectionnisme, avec l'idée selon laquelle elle peut en vertu de ses propres ressorts produire richesse et harmonie sans crises. Enfin, on peut intégrer Sismondi à cette catégorie de l'économie politique classique, même si certaines de ses sources et de ses développements sont extérieurs à la pensée libérale (il défendra de là des positions réformistes contraires à ces apologues du marché, jouant par exemple Malthus contre Say). La question de savoir comment placer Marx par rapport à cette EP classique nous occupera plus tard.

Le noyau commun de cette pensée libérale / économie politique classique franco-anglaise<sup>9</sup> est celui de trois grandes thèses : 1) l'enrichissement des nations tient à l'accumulation du capital ; 2) cette accumulation dépend du goût pour l'épargne des détenteurs de profit ; 3) cette épargne s'investit spontanément dans les secteurs où le taux de profit est le plus élevé, ce qui entretient le processus de croissance. Naturellement, plus on élargira le cercle des « classiques », plus il sera difficile d'identifier « une » école en raison des désaccords des positions et analyses sur tel ou tel problème.

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> L'économie politique *allemande*, derrière le label de « l'école historique allemande », en sera une concurrente hétérodoxe au 19<sup>ème</sup> siècle. C'est celle-ci que R. Luxembourg passe en détail en revue, de façon extrêmement critique, au début de la première partie de son *Introduction à l'économie politique*, avant de revenir à Smith, Ricardo, Malthus et les autres.

Si l'on en reste aux principaux ci-dessus, et conformément aux trois lignes générales dégagées ci-dessus, ils ont en commun, moyennant cela dit de fortes variations, une *théorie de la valeur-travail*<sup>10</sup>, une théorie de la **répartition du produit** (national) du travail entre les différentes classes sociales, et une vision de la **croissance et du développement**, articulant liberté économique et bien-être collectif (donc souci, voire doctrine, « utilitariste » impliquant alors toujours une vision plus ou moins minimale, mais pas nécessairement nulle, de l'intervention étatique). Smith, Ricardo ou Mill ont été politiquement engagés dans les débats de leur époque, les deux derniers notamment comme membres du Parlement.

La démarche d'ensemble des classiques, à la fois « microéconomique » puisqu'elle étudie les comportements et relations entre atomes sociaux (entrepreneurs, consommateurs) posés comme sources des mécanismes de du marché, du mouvement des prix, et « macroéconomique » puisqu'elle analyse des agrégats collectifs pour comprendre les dynamiques de croissance, la répartition des revenus entre classes sociales, déployée sous l'horizon d'un capitalisme conçu comme naturel et potentiellement éternel, pense avant tout le monde comme résultat d'interactions entre individus dont la régulation, l'équilibre provient de sources immanentes à ces interactions, d'où la défense d'idées *libérales*, du libre-échange, contre tout pouvoir excessif accordé aux Etats. L'idée clé est que l'ordre social, avant tout issu des villes et des industrie et non de l'agriculture, est un effet des conduites individuelles, même si celles-ci ne poursuivent, du point de vue de la conscience des individus, que leurs intérêts particuliers, « mécanisme » symbolisé par la métaphore de la « main invisible » de Smith (dont Mandeville dans la *Fable des abeilles* avait déjà esquissé l'axe général), et J.-B. Say prolongera cette idée de stabilité en capitalisme concurrentiel.

### 3. Une conceptualité nouvelle qui s'impose avec Adam Smith : l'accumulation du capital

Si Smith est, malgré tout, considéré comme son fondateur, c'est parce que, contrairement à ses prédécesseurs (les mercantilistes notamment, pour lesquels la richesse est avant tout la monnaie) substitue l'accumulation de marchandises, capitaux cristallisés, à l'accumulation de monnaie ; d'autre part, cette accumulation de marchandises, accroissement des richesses réelles, est due aux progrès de la *division du travail* s'articule à la permanence d'inégalités de possession : les marchandises nécessaires accumulées sont avancées aux travailleurs qui en sont dépourvus, lesquels en retour en produisent d'autant plus, ce qui conduit à l'étape suivante à la reproduction à une échelle élargie de l'ensemble. En ce sens, la conceptualité nouvelle de Smith, c'est bien celle de *l'accumulation du capital*, objet théorique nouveau dont il faut dégager les lois propres. D'un point de vue historique il faut l'aborder sous l'angle des étapes de formation des sociétés, des rapports évolutifs villes-campagnes, des formes

<sup>10</sup> Cf. **A. Smith, Richesse des nations**, Livre I, ch. IV, Paris, GF-Flammarion, 2 t., 1991 : « Il faut observer que le mot *valeur* a deux significations ; quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une, *Valeur en usage*, et l'autre, *Valeur en échange*. » [...] Pour éclaircir les principes qui déterminent la *valeur échangeable* des marchandises, je tâcherai d'établir :

En I, ch. V Smith précise : « Ainsi, la *valeur* d'une denrée quelconque pour celui qui la possède... est égale à la quantité de *travail* que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le *Travail* est donc la mesure réelle de la *valeur échangeable* de toute marchandise. Le *prix réel* de chaque chose, ce que chaque chose coûte réellement à celui qui veut se la procurer, c'est le travail et la peine qu'il doit s'imposer pour l'obtenir. » (p. 99)

**Ricardo** reprend et prolonge ces distinctions dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, éd. 1821, Paris, GF, 1992, ch. I « De la valeur », sect. 1, p. 51 et suiv., et y revient en détail au ch. XX, p. 289 et suiv., « Des propriétés distinctives de la valeur et de la richesse », où une clarification majeure s'opère jusqu'au *titre* de l'œuvre de Smith, puisque Ricardo précise contre ce dernier que « La valeur diffère donc essentiellement de la richesse, car elle ne dépend pas de l'abondance mais de la difficulté de la production » (p. 289).

le Livre I du *Capital* commence par la phrase, évidemment non anodine : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une "immense accumulation de marchandises". L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches », Livre I, tome 1, section 1 « La marchandise et la monnaie », ch. I « La marchandise », § 1 « Les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur d'échange ou valeur proprement dite. (Substance de la valeur. Grandeur de la valeur.) », Paris, Editions Sociales, 1977, p. 51. Marx, dans la lettre, commence donc exactement là où Ricardo lui-même commençait.

politiques plus ou moins instables associées aux conquêtes et expansions des nations les unes par rapport aux autres, et surtout des modalités de formation et de croissance d'un surplus économique au-delà du nécessaire, qui sera le nerf de cette accumulation du capital<sup>11</sup>. Quant à Ricardo, il généralisera systématiquement cette idée selon laquelle « ... l'accumulation du capital, c'est-à-dire des moyens d'employer le travail... dépend toujours du pouvoir productif du travail. »<sup>12</sup>

L'autre approche est alors celle des physiocrates, justement : Turgot, prolongeant Quesnay, émet l'idée selon laquelle les « avances » en capital sont elles-mêmes génératrices de profit, l'équilibre du système économique devant être tel qu'il assure la reproduction des avances (capital) et du produit net (profit). Smith hérite de cette théorie du capital, même s'il l'extrait de la représentation de l'interdépendance des secteurs de la production en termes de *circuit* au profit d'une vision en termes de rapports entre *marchés*. De là, tout système de prix doit assurer la reproduction de ce capital, et la concurrence assure alors la juste répartition des marchandises, permet reproduction et accumulation du capital, et rend possible l'enrichissement individuel et social. *A quelles conditions un tel système des prix, un tel équilibre d'ensemble se forme-t-il sur le marché ? Telle est la question à laquelle l'EP classique essaye, en résumé, de répondre.*

#### **4. L'économie politique scientifique n'est pas l'économie politique « vulgaire »**

La critique de l'économie politique doit d'autant plus être vigoureuse que Marx distingue bien entre l'économie politique bourgeoise comme *science*, de l'économie simplement *vulgaire* : l'économie politique de ses prédécesseurs cherche bien à identifier les lois fondamentales, l'essence sous-jacentes aux phénomènes et événements qui jalonnent le quotidien du capitalisme. Or si cette science n'est pas vulgaire ou superficielle, et même si elle est le chantre de la propriété privée et de la concurrence, elle ne peut pas ne pas être d'une façon ou d'une autre *lucide* sur son objet, et sur les tensions au cœur du mode de production capitaliste.

Le physiocrate Quesnay, même s'il limite le travail productif à l'agriculture, met en évidence l'origine de la plus-value, i.e. de l'accroissement effectif des richesses investies : elle se situe dans la *production*, et seul le travail réellement productif produit de la plus-value. Ainsi cette plus-value, est bien directement issue du produit du travail salarié : c'est donc d'un surtravail extorqué à une partie des travailleurs qu'elle provient<sup>13</sup> (dans le domaine agricole, qui prend la forme de la rente foncière des grands propriétaires, que les physiocrates prennent à tort, en même temps, pour la seule forme d'existence de la plus-value).<sup>14</sup>

Adam Smith lui sait parfaitement que les formes sociales et politiques dominantes régulent les actions collectives sont adéquates aux intérêts de la classe dominante, bref, il met en lumière quelque chose comme une *lutte des classes* dont les expressions juridiques et

---

<sup>11</sup> Le **Livre II de la *Richesse des nations*** s'intitule « De la nature des fonds ou capitaux. De leur accumulation et de leur emploi », et son chap. IV en particulier, portant le titre « Du travail productif et du travail non productif. De l'accumulation du capital », définit le travail *productif* comme celui qui est spécifiquement *producteur de valeur* (du capital), et ne se contente pas de simplement transmettre la valeur des matières premières et instruments de travail : c'est la première expression systématique de la *théorie de la valeur-travail*.

<sup>12</sup> *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, ch. V « Des salaires », p. 118.

<sup>13</sup> Du reste, Smith dit clairement aussi, quoique les mots soient feutrés, au cours de son analyse des parties constitutives du prix de la marchandise que « ... le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut, le plus souvent, que celui-ci le partage avec le *propriétaire du capital* qui le fait travailler. », *Richesse des nations*, tome 1, Paris, GF, Livre I, ch. VI, p. 119.

<sup>14</sup> Marx écrit ainsi « Pour les physiocrates [...] la question brûlante n'est pas de savoir quel travail créé la valeur, mais la plus-value. Ils traitent ainsi le problème sous une forme complexe avant de l'avoir résolu sous sa forme élémentaire, ainsi qu'il arrive dans toutes les sciences dont la marche historique ne conduit qu'après mille détours et traverses aux véritables points de départ. A la différence d'autres architectes, les savants ne dessinent pas seulement des châteaux en l'air, ils construisent un certain nombre d'étages habitables avant de poser la première pierre de l'édifice. », *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859, Paris, ES, 1972, tr. fr. Husson & Badia, I « La marchandise », p. 34).

politiques sont pleinement inégalitaires, contrairement à l'apparence d'égalité véhiculée par la « convention » du rapport salarial (contrat librement passé entre individus juridiquement égaux, également « propriétaires »).<sup>15</sup>

Quant à Ricardo il dit encore plus clairement que la seule façon d'assurer ou d'optimiser les profits du capital, c'est de faire baisser les salaires (ou que les profits ne baissent que si les salaires augmentent) <sup>16</sup>, et que le développement du machinisme, contrairement aux apparences et à ce que lui-même crut d'abord, ne bénéficie pas aux ouvriers, qu'il met, en régime capitaliste, au chômage, mais bien avant tout aux propriétaires – le tout en usant du terme de « classe ». <sup>17</sup>

**De l'économie politique à sa critique, donc.** Nous ne sommes donc pas si loin que cela, semble-t-il de la « lutte des classes »... Bref, Smith et Ricardo ne sont pas limités à dire que le fondement ou la substance de la valeur, c'était le travail. Leur grand tort, là où ils contribuent à faire de l'économie politique la plus magistrale des mystifications destinées à légitimer le capitalisme, c'est bien en ce qu'ils présentent ses lois comme des lois **nécessaires, éternelles**, comme si depuis toujours, et pour toujours, l'organisation du travail était soit caractérisée par, soit tendue par, l'accumulation de richesses. D'où la formule de Rosa Luxemburg citée en début d'exposé. On comprend mieux, maintenant, pourquoi la continuité de l'économie politique à la **critique** de l'économie politique est marquée avec force. Mais la **rupture** est tout aussi majeure : à partir du moment où les lois du capitalisme sont les lois d'un mode de production **historiquement déterminé**, ces lois soient également historiquement déterminées – et peuvent être **transformées, abolies**, au profit d'autres modes de régulation et de concertation dans d'autres rapports de production.<sup>18</sup>

---

<sup>15</sup> Cf. *Richesses des nations*, I, ch. VIII « Des salaires du travail » :

« C'est par la convention qui se fait habituellement entre ces deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus possible; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser. [...] »

« Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine, très peu un mois et à peine un seul une année entière. A la longue, il se peut que le maître ait autant besoin de l'ouvrier que celui-ci a besoin du maître; mais le besoin du premier n'est pas si pressant. »

On n'entend guère parler, dit-on, de Coalitions entre les maîtres, et tous les jours on parle de celles des ouvriers. Mais il faudrait ne connaître ni le monde, ni la matière dont il s'agit, pour s'imaginer que les maîtres se liguent rarement entre eux. Les maîtres sont en tout temps et partout dans une sorte de ligue tacite, mais constante et uniforme, pour ne pas élever les salaires au-dessus du taux actuel<sup>15</sup>. [...] les ouvriers [...] quelquefois [...] se portent à la violence et aux derniers excès. Ils sont désespérés, et agissent avec l'extravagance et la fureur de gens au désespoir, réduits à l'alternative de mourir de faim ou d'arracher à leurs maîtres, par la terreur, la plus prompte condescendance à leurs demandes. Dans ces occasions, les maîtres ne crient pas moins haut de leur côté ; ils ne cessent de réclamer de toutes leurs forces l'autorité des magistrats civils, et l'exécution la plus rigoureuse de ces lois si sévères portées contre les ligues des ouvriers, domestiques et journaliers. En conséquence, il est rare que les ouvriers tirent aucun fruit de ces tentatives violentes et tumultueuses, qui, tant par l'intervention du magistrat civil que par la constance mieux soutenue des maîtres et la nécessité où sont la plupart des ouvriers de céder pour avoir leur subsistance du moment, n'aboutissent en général à rien autre chose qu'au châtement ou à la ruine des chefs de l'émeute. »

<sup>16</sup> D. Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, éd. 1821, Paris, GF, 1992, ch. VI « Des profits », p. 134, ch. VII « Du commerce extérieur », p. 151-152, 162, ou encore ch. XXI « Les effets de l'accumulation sur le profit et l'intérêt », p. 302, etc.

<sup>17</sup> Ibid., cf. XXXI, « Des machines », p. 400-401 : « Je pensais que la classe laborieuse tirerait le même avantage que les autres classes du bas prix général des marchandises engendré par l'emploi des machines. Telle était mon opinion, et je la maintiens pour ce qui est du propriétaire foncier et du capitaliste. Mais je suis désormais convaincu que la substitution des machines au travail porte souvent atteinte aux intérêts de la classe des travailleurs. » En généralisant l'effet de l'usage de « machines perfectionnées », Ricardo dit alors (p. 401) que « la même cause provoquant une hausse du revenu net du pays peut, dans le même temps, rendre la population surabondante et détériorer la condition du travailleur » - une raison parmi d'autres pour laquelle, malgré sa défense radicale du non-interventionnisme d'Etat, de la concurrence, de la propriété privée, etc. il put y avoir des lectures « socialistes » de Ricardo.

<sup>18</sup> La 2<sup>ème</sup> séance du cycle portera spécifiquement sur le Livre I du Capital, et reviendra sur différents éléments abordés très rapidement dans cette section.

## II. La « source » « socialisme utopique »

Les *socialismes utopiques* ont initié la critique du capitalisme, mais leur critique est restée suspendue à une façon de poser le problème déconnectée des conditions *réelles* de sa critique pratique.

Le socialisme utopique, Lénine résume bien ce propos qui est condensé pour l'essentiel dans *Le Manifeste du parti communiste* en 1848 puis dans *Les luttes de classes en France. 1848-1850*, « ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son développement, ni trouver la *force sociale* capable de devenir le créateur de la société nouvelle »<sup>19</sup>.

### 1. Situation générale : la critique de l'idéalisme utopique

Tel fut bien le premier regard porté sur l'utopie par Marx et Engels, qui a été historiquement le plus prégnant, est le plus critique et le plus distant. Les socialismes utopiques auxquels Marx et Engels se confrontent (Saint-Simon, Fourier, Owen en premier lieu), en résumé, sont des équivalents de *romans populaires* correspondant à une conscience peu développée des prolétaires, ou dit autrement, la littérature socialiste utopique est une forme théorique *immature* exprimant l'état d'*immaturité* du développement du prolétariat et des forces productives. Indépendamment de son contenu critique, cet utopisme est pratiqué *sur un mode bourgeois et idéaliste, spéculatif* : il pense *du point de vue de l'humanité, sur le fond d'une universalité proclamée*, mais factice puisqu'elle méconnaît son ancrage dans la particularité prolétarienne et ses déterminations historiques<sup>20</sup>, ce qui se traduit par des postures politiques profondément inadéquates du point de vue de l'antagonisme de classes<sup>21</sup>.

En bref nous dit Engels, « *pour faire de l'utopisme une science, il fallait avant tout le placer sur un terrain réel* »<sup>22</sup> : ce que le marxisme représente pour le socialisme, c'est ainsi la *transformation de l'utopie en science théorico-pratique*, le dépassement d'un stade pré-révolutionnaire, idoine à un état daté des contradictions du capitalisme de la pensée progressiste. D'où cette position centrale : le communisme pensé en creux par le socialisme *scientifique*, n'est que le **mouvement réel**, c'est-à-dire le capitalisme dans ses contradictions *actuelles*, qui secrète *au jour le jour* les conditions de son dépassement, « mouvement réel qui abolit l'état de chose actuel » (*Idéologie Allemande*) : toute situation sociale étant un produit de l'histoire et donc d'un certain état de cette lutte de classes, il est impossible et même illégitime d'en prévoir précisément un état futur.

Notons tout de suite le point suivant : on vient ci-dessus d'utiliser les termes « communisme » et « socialisme » sans précision particulière. Le rapport entre les deux termes est historiquement complexe et mouvant, et c'était en particulier le cas dans les années 1830 et 1840. Parfois derrière l'usage d'un même *mot* il y a une conception différente, au contraire, parfois, derrière l'usage de mots différents, ce sont en fait des approches sensiblement comparables qui s'expriment. Ici, ce qu'il convient de noter, c'est notamment l'impact des cercles ouvriers parisiens, c'est-à-dire du socialisme *français*, sur Marx, dont ses *Manuscrits de 1844* témoignent.

### 2. La réception allemande du socialisme

Mais l'introduction du socialisme en Allemagne a également joué un rôle majeur dans la formation de la pensée de Marx. Et il n'y a qu'à penser au mouvement des jeunes hégéliens,

<sup>19</sup> LENINE, *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, in : *Œuvres complètes*, tome 19, p. 17.

<sup>20</sup> Cf. K. MARX et F. ENGELS, *Les utopistes*, Paris, Maspero, 1976.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 94-96.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 50.

sur lequel nous reviendrons rapidement, pour se représenter l'importance de ce rôle. Ici aussi, les mouvements sont divers, de nombreux théoriciens sont importants, mais c'est sans doute le travail et l'impact de Moses Hess qui doivent davantage être retenus, Hess qui fut l'un des maîtres d'œuvre de l'introduction du socialisme en Allemagne (*L'histoire sacrée de l'humanité par un disciple de Spinoza*, 1837). Tout l'enjeu initial va être celui de la diffusion du socialisme via, notamment, la production philosophique jeune hégélienne. Et il ne semble pas exagéré de dire que Marx et Engels partent, pour une part, des thèses défendues par Hess avec lequel, notamment, ils collaborent à *La Gazette rhénane* et aux *Annales franco-allemandes*. C'est notamment le cas du rôle de la philosophie dans les premiers textes et, dans les *Manuscrits de 1844*, avec les concepts d'activité vitale, d'élément vital ou encore toute la fin sur l'essence de l'argent. Ce qui est intéressant avec cette source, c'est que nous ne sommes plus, du moins plus à proprement parler, dans le socialisme utopique (ce qui est le cas avec Weitling, Ligue des justes, etc.) et qu'elle offre donc des outils essentiels au Marx des *Manuscrits de 1844* qui s'y réfèrent explicitement dès l'ouverture. Pour autant, sur ce point comme sur les autres, le fait que Marx hérite de cette source hessienne ne signifie ni qu'il se contente de la reproduire (différence marquée dès les *Manuscrits de 1844*), ni qu'il la maintienne (la rupture sera effectivement consommée autour de 1848).

Ainsi en est-il de la distinction socialisme/communisme chez Hess dans *Socialisme et communisme* en 1843 : si le communisme désigne une conception grossière et abstraite de réorganisation de la société, le socialisme intègre l'idée d'une véritable révolution, mais – précisément – d'une révolution *philosophique*. Ainsi, si une telle caractérisation du communisme peut se retrouver chez Marx qui, par exemple, en septembre 1843 (dans une lettre à A. Ruge) qualifie le communisme « réellement existant » (celui de Weitling, par exemple) d'« abstraction dogmatique » qui « n'est qu'une actualisation particulière et partielle du principe socialiste »<sup>23</sup>, la distance semble déjà prise en 1844 puisque le communisme n'y est plus décrit comme une abstraction dogmatique, mais comme une étape nécessaire (destruction de la propriété privée) subordonnée au but du développement humain que porte le socialisme : « la figure de la société humaine »<sup>24</sup>. On peut dire que l'un des aspects du travail mené par Marx et Engels est, notamment, de lever les abstractions des catégories dont ils héritent et que, nécessairement, ils utilisent initialement. Ainsi, dès 1845/46, la distance avec Hess, et plus généralement les jeunes hégéliens, est claire et, en 1848, dans le Manifeste, la rupture est clairement énoncée dans la section sur le « socialisme vrai ».<sup>25</sup>

### 3. La social-démocratie

Si l'on suit Kautsky, et ce que nous venons de voir doit nous conduire à le faire, alors il faut dire que le rapport de Marx au socialisme dépasse sa seule expression utopique. En effet, ce rapport critique au socialisme utopique se double chez Marx d'une **critique sans concession de la social-démocratie naissante**, notamment sous la forme de la critique du courant de Ledru-Rollin, La Montagne (1849). La position de Marx est très claire et d'une actualité frappante :

« On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la *social-démocratie* »<sup>26</sup>.

Et d'ajouter ce à quoi il faut renvoyer aujourd'hui tous les pseudo-marxistes :

<sup>23</sup> K. MARX et F. ENGELS, Correspondance, tome 1, éd. G. Badia et J. Mortier, Paris, Editions sociales, 1977, p. 298.

<sup>24</sup> *Manuscrits de 1844*, Paris, Vrin, 2007, p. 156.

<sup>25</sup> La 3<sup>ème</sup> séance du cycle portera spécifiquement sur les questions de stratégie pour la transition révolutionnaire, et sera consacrée en bonne part au *Manifeste du parti communiste*.

<sup>26</sup> K. MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, éd. E. Barot et J.-N. Ducange, Paris, Le livre de poche, 2007, p. 163.

« Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois »<sup>27</sup>.

Qu'est-ce donc pour Marx, en 1852, que la social-démocratie ? Rien d'autre que le parti de la petite bourgeoisie qui, classe intermédiaire, s'imagine au-delà de tout antagonisme de classes et se proclame ainsi, à partir de cette synthèse fictive, défenseur du droit du peuple et de son intérêt<sup>28</sup>.

Qu'en est-il alors de ses rapports à la social-démocratie allemande dans les années 1860/1870 ? Pour le dire très vite, de la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864 à la lettre-circulaire de septembre 1879 aux dirigeants du Parti social-démocrate allemand dont Marx et Engels étaient proches (c'est-à-dire Bebel, Liebknecht et Bracke), en passant par la *Critique du programme de Gotha* (1875), la critique ne fait que se préciser sur les tendances droitières et réformistes qui œuvrent au sein du mouvement ouvrier. C'est ainsi que M&E écrivent dans la lettre de 79 :

« En fondant l'Internationale, nous avons expressément proclamé que la devise de notre combat était : "L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même" ; nous ne pouvons donc marcher avec des gens qui expriment ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent donc être libérés d'abord par en haut, par les philanthropes grands et petits-bourgeois. Si le nouvel organe du Parti adoptait une position correspondant aux convictions de ces messieurs, c'est-à-dire une position bourgeoise et non prolétarienne, à notre grand regret, il ne nous resterait plus qu'à déclarer publiquement notre opposition à son égard et à rompre la solidarité avec laquelle nous avons représenté le parti allemand vis-à-vis de l'étranger »<sup>29</sup>.

13

Le « **socialisme scientifique** » est en ce sens, par opposition autant aux *utopies*<sup>30</sup> qu'aux courants petits bourgeois qui se proclament socialistes mais esquissent déjà des politiques de compromis réformiste, le courant de pensée et d'organisation politique du prolétariat, qui fait sien la critique de l'économie politique et trouve au sein du capitalisme la seule force sociale capable de l'abolir : le prolétariat, la classe large des ouvriers salariés.

### III. La « source » « philosophie allemande »

On pourrait dire que la troisième révolution amorcée par Marx et Engels, c'est celle par laquelle les deux premiers trouvent leur tranchant, leur affutage, et la conceptualité adéquate à l'idée d'une réappropriation par les prolétaires du processus historique qu'ils subissent. Tourner la radicalité biaisée de l'économie politique contre elle-même, la mettre en demeure de reconnaître ses présupposés, c'est l'amener à se saisir comme l'expression d'une situation historique qui n'est pas éternelle. Tourner les socialismes utopiques contre eux-

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 168

<sup>29</sup> Cité par M. Löwy, « Politique », in : G. Duménil, M. Löwy, E. Renault, Lire Marx, Paris, PUF, « Quadrige manuels », 2009, p. 82.

<sup>30</sup> La question de l'utopie reste cependant plus complexe dès lors qu'on analyse en détail les différents régimes de discours de Marx sur le communisme, et la dialectique de leurs relations. Mais c'est un débat sur lequel on reviendra plus tard.

mêmes, en les poussant à expliciter les conditions d'une action pratique lucide et puissante, c'est les amener à reconnaître qu'ils ont fait l'impasse sur les conditions réelles d'une révolution réelle, et sur tout ce que cela impose. Bref, ces deux « critiques » consistent à montrer les *contradictions* constitutives de ces deux « sources », et que ces contradictions sont l'expression d'un certain état de développement de la société, donc de sa culture, de ses idéologies, et des forces sociales qui la composent.

Le sens des contradictions inhérentes au réel et aux représentations, le sens de la « négativité » qui les travaillent au corps, c'est-à-dire de cette tension interne par laquelle ce qui est, est toujours travaillé par des possibilités réelles réprimées, mutilées ou laissées dans l'ombre, ce sens là, bref, de ce que les formes sociales de l'existence contredisent les potentialités concrètes de l'espèce humaine, de ce que l'aliénation qui sévit et détruit les prolétaires est à la hauteur du potentiel émancipateur que le travail, la science, la culture, pourraient apporter aux hommes, ce sens-là Marx l'hérite de la philosophie allemande, et au premier chef, de la *dialectique* de Hegel, puissance de pensée et d'action caractérisée par la capacité de « **penser ce qui est dans les termes de ce qui n'est pas** » ou pas encore pour reprendre le mot de Marcuse.

Cet héritage de la philosophie allemande, en particulier hégélien, est souvent l'objet d'une présentation caricaturale symbolisée par l'idée du passage, censé à lui seul tout expliquer, de l'idéalisme au matérialisme, ce qui permet tout à la fois, et le plus souvent, de réduire, voire supprimer, l'importance de la dialectique et de promouvoir une philosophie matérialiste qui serait celle de Marx, ou encore – en maintenant cette fois la dialectique – de promouvoir la dialectique matérialiste comme l'*alpha* et l'*omega* du marxisme. Ces tendances sont lourdes de présupposés et de conséquences politiques et il ne faut pas les négliger. Pour reprendre l'exemple de Kautsky, qui constitue un modèle du genre, la dialectique n'est quasiment pas évoqué et, lorsque c'est le cas, elle est significativement accolée au terme « évolution »<sup>31</sup> ou carrément affublée de guillemets<sup>32</sup>. Et lorsque la source allemande est évoquée, Hegel n'est mentionné qu'en passant, la dialectique a disparu et ce que peut bien signifier « la méthode philosophique allemande »<sup>33</sup> dont Marx hérite reste un complet mystère. Quant à la présentation de la source elle-même, elle se réduit à la description rapide du divorce de la pensée et de la réalité, description d'un idéalisme inouï contredisant, non seulement Marx, mais Kautsky lui-même et son insistance sur le matérialisme historique (d'ailleurs réduit un évolutionnisme déterministe). A lire Kautsky, la situation allemande est le pur produit de la pensée allemande, ce que même Hegel n'aurait pas osé dire...

Le rapport de Marx à Hegel est en quelque sorte triple : il est d'abord un rapport direct et continue ; il est ensuite médiatisé par la critique de Feuerbach ; il est enfin central dans les débats qui agitent les jeunes hégéliens (Ruge, Hess, Bauer, Stirner, etc.). Pour le dire très vite, de Hegel Marx retient la dialectique ; de Feuerbach le matérialisme ; des jeunes hégéliens la critique de la réalité. Sa collaboration critique au mouvement jeune hégélien cesse avec la prise de conscience des limites de leur philosophie pratique : pour le dire ainsi, la philosophie pratique jeune hégélienne ne parvient à faire de la pratique qu'une catégorie théorique. C'est alors toute la question du rapport de Marx à la philosophie qui se pose et peut-être s'agit-il moins d'une liquidation de la philosophie (Engels par exemple) ou de la constitution d'une nouvelle philosophie (Plekhanov par exemple) que de la transformation radicale de celle-ci (Korsch par exemple).

Quant à Feuerbach, son concept de matérialisme ne parvient pas à dépasser les écueils ni du matérialisme mécaniste du XVIIIe, ni de l'idéalisme hégélien. Pourquoi ? Parce que

---

<sup>31</sup> K. KAUTSKY, *Les trois sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx*, p. 9 : « Si distincte que puisse paraître la société du restant de la nature, ici comme là, nous trouvons l'évolution dialectique, c'est-à-dire le mouvement causé par une lutte d'oppositions surgissant spontanément et continuellement du milieu même ». Et la référence à Darwin ne tarde pas à arriver.

<sup>32</sup> Ibid., p. 12 : « L'évolution est pour [Marx] (...) "dialectique", c'est-à-dire le produit d'une lutte d'éléments opposés qui surgissent nécessairement ».

<sup>33</sup> Ibid., p. 21.

Feuerbach n'a pas su *articuler* matérialisme et historicité. Le point d'articulation, Marx et Engels le situent dans la pratique : « Pour le matérialiste *pratique*, c'est-à-dire pour le *communiste*, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état de chose qu'il a trouvé »<sup>34</sup>. Le matérialisme historique tient donc *ensemble* l'analyse du développement des contradictions objectives du mode de production capitaliste et des conditions de la praxis révolutionnaire. Autrement dit, il analyse d'un même geste la praxis et ses conditions matérielles. C'est dire que le matérialisme historique n'est en rien un simple mécanisme économiste. La souplesse dont font preuve Marx et Engels sur ce point est essentielle : ce dernier n'a d'ailleurs eu de cesse de rappeler que le matérialisme historique n'est qu'un *guide pour l'étude*, aucunement un cadre rigide préconstitué. Le matérialisme historique tient *à la fois* du développement de contradictions objectives et de variations et de nuances infinies. C'est notamment cela qui permet de comprendre que l'histoire du capitalisme est bien l'histoire des luttes de classes, une histoire qui est donc *à faire* tout autant qu'elle nous fait.

Marx et Engels l'affirment très clairement : « les hommes doivent être à même de vivre pour pouvoir "faire l'histoire" »<sup>35</sup>. Pour saisir cette faisabilité dans sa concrétude, il faut partir du fait historique premier – la production des moyens d'existence – procédant de la condition fondamentale de toute histoire – l'existence d'êtres humains vivants. C'est dire toute l'importance pour Marx, soulignée dès le début, de l'économie politique et de sa critique. En effet, la production des moyens d'existence et, par là, de la vie matérielle elle-même dans son ensemble et les rapports sociaux impliqués par cette production constituent la base même du processus historique d'autoproduction de l'homme par l'homme à partir de la nature. Dès lors, l'objet de l'économie politique n'est rien d'autre que le présupposé matériel de toute histoire, la production qui, tout en conditionnant matériellement les hommes et leurs rapports, est conditionnée matériellement elle-même. Autrement dit, si ce que sont les hommes dépend tout autant de ce qu'ils produisent que de la façon dont ils le produisent, cette production elle-même correspond toujours à un stade déterminé du développement social, la production n'étant jamais production en général, mais toujours production déterminée d'individus sociaux déterminés engagés dans des rapports sociaux et politiques déterminés. Penser l'histoire et critiquer l'économie politique, voilà donc ce qui n'est pas dissociable.

Et nous touchons enfin au point crucial : la dialectique. Partons de la postface de 1873 à la deuxième édition du Livre I du *Capital* :

« Dans sa forme mystifiée, la dialectique devient une mode allemande, parce qu'elle semblait glorifier l'état de choses existant. Dans sa configuration rationnelle, elle est un scandale et une abomination pour les bourgeois et leurs porte-parole doctrinaires, parce que dans l'intelligence positive de l'état de choses existant elle inclut du même coup l'intelligence de sa négation, de sa destruction nécessaire, parce qu'elle saisit toute forme faite dans le flux du mouvement et donc aussi sous son aspect périssable, parce que rien ne peut lui en imposer, parce qu'elle est, dans son essence, critique et révolutionnaire »<sup>36</sup>.

Si la dialectique est un scandale et si elle est frappée d'infamie, c'est bien parce qu'elle est *d'un même geste* diagnostic scientifique de l'état de choses existant et intelligence prospective de sa négation. Penser dialectiquement ce qui est, c'est donc saisir les contradictions qui le travaillent intérieurement, c'est indissociablement produire les outils théoriques de son intelligence et les outils pratiques de sa négation.

Cela signifie donc bien que les contradictions seules ne suffisent au sens où il suffirait d'attendre l'auto-effondrement du capitalisme : ce ne serait rien d'autre qu'établir,

---

<sup>34</sup> K. MARX et F. ENGELS, *L'idéologie allemande*, éd. G. Badia, Paris, Editions Sociales, 1976, p. 24.

<sup>35</sup> Ibid., p. 26.

<sup>36</sup> K. MARX, *Le Capital*, Livre I, éd. J.-P. Lefebvre, Paris, PUF, 1993, p. 18.

prétendument au nom du marxisme, une nouvelle loi éternelle dont le marxisme combat le principe même. Bien au contraire, ces contradictions réelles qui travaillent l'ordre existant, voilà ce dont la pratique révolutionnaire doit se saisir pour l'abolir. Cette unité du théorique et du pratique, c'est cela seul qui peut faire de la science – dès lors, par définition, totalisante – une arme révolutionnaire.

Cet héritage, c'est bien celui de Hegel. Et on comprend alors tout l'enjeu qu'il y a à chercher à séparer Marx et Hegel ou à minimiser la source hégélienne. Derrière ces questions qui semblent purement académiques, il y a la dialectique dans cette essence qui n'échappe à personne et qui continue de hanter ceux qui ont quelque chose à y perdre : **la critique et la révolution**.

## CONCLUSION

La nature révolutionnaire de *critique* de l'économie politique tient, en résumé, à ce que celle-ci la face théorique d'une activité pratique militante d'intervention et d'organisation du prolétariat en classe sociale capable d'abolir les rapports de production et de circulation des marchandises existants, ainsi que les institutions et les formes étatiques de la société (plus ou moins démocratique) bourgeoise.

Mais *l'unité de la critique théorique* (déployée à l'endroit de chacune des trois sources) *et de la critique pratique* (l'intervention dans la presse, la diffusion d'une connaissance approfondie de la réalité, la construction d'une organisation apte à faire se réunir sous une même puissante volonté politique des individus qui ont des conditions de vie aliénantes comparables, et qui les poussent à se faire concurrence entre eux), *ne n'est pas l'unité de deux démarches indépendantes l'une de l'autre* (ce qui était encore en partie la façon qu'avait Marx de poser le problème dans son *Introduction à la Critique du droit politique hégélien* en 1843-1844). L'apport conjoint de Marx et d'Engels à partir de 1845-1846 (*Idéologie allemande, Thèses sur Feuerbach*) est d'abord de refondre ensemble les deux types de critiques *qui existaient déjà, antérieurement, mais sans lien l'une avec l'autre*. Mais, ensuite, cette refonte ne laisse intacte aucune de ces trois visions/critiques/sources : le « marxisme » n'est pas la somme mathématique de trois choses figées : c'en est la refonte conjointe, sous la forme d'une « *stratégie dialectique* » au sein de laquelle la démarche de compréhension, de dévoilement de l'état de choses existant, le capitalisme, porte en elle-même, par son effectuation, une posture et une démarche *prospective* de critique *radicale*, c'est-à-dire à *la racine* : la visée *d'abolition* de cet état de choses existant.

► Une partie importante des textes cités est disponible en ligne sur le site :

<http://www.marxists.org/francais/index.htm>

► Les textes « classiques » des fondateurs de l'économie politique, de même, sont disponibles sur le site : <http://classiques.uqac.ca/classiques/>